ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 28 mai 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar", a donné le 24 juin 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 28e mei 1985 door de Minister van Verkeerswezen, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar", heeft de 24e juni 1985 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

A l'exception des articles 1er, 3 et 8, 1°, qui sont nouveaux, le projet reproduit le texte du projet qui a été examiné par le Conseil d'Etat, section de législation, sous le n° L. 16.050/2, et sur lequel il a émis un avis le 29 mai 1984.

Dans sa lettre du 24 mai 1985, le Ministre des Communications déclare ne pas avoir reçu cet avis.

Il ressort des documents reposant au greffe de la section de législation que le Ministre a été informé le 6 juillet 1984 de ce que l'avis était à sa disposition et que l'avis a été retiré par un agent le 11 juillet 1984.

Néanmoins, il a semblé préférable au point de vue pratique de reproduire dans le présent avis les observations formulées dans l'avis L. 16.050/2 précité, indépendamment des observations que suscitent les nouvelles dispositions.

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Alinéa 3.

L'usage recommande de mentionner au préambule toutes les modifications encore en vigueur qu'un texte a subies.

.../...

Les lois du 28 juin et du 29 juin 1984 ont modifié l'arrêté-loi du 30 décembre 1946, visé à l'alinéa 3 du préambule. Celui-ci devrait, en conséquence, être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, modifié par la loi du 29 juin 1984, notamment l'article 30, modifié par les lois du 10 octobre 1967, du 23 juin 1969 et du 28 juin 1984;".

Alinéa 4 (nouveau).

L'article 6 du projet tend à compléter l'article 27 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, par une disposition qui a pour objet la police de la circulation routière des moyens de transport par fer empruntant la voie publique.

Semblable disposition ne trouve plus de fondement légal dans l'article 7 de la loi du 9 juillet 1875 sur les tramways; en effet, en tant que ce dernier article s'appliquait à la police du roulage et de la circulation, il a été abrogé par l'article 8 de la loi du 1er août 1899, modifié par la loi du 15 avril 1964. Il conviendrait donc d'ajouter au préambule, un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit :

"Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1er;".

.../...

Alinéa 5 du texte proposé (alinéa 4 du projet).

L'arrêté en projet tend à modifier également les articles 4, 7 et 27 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976. Ces articles devraient être cités à l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 5), avec la mention des modifications qu'ils ont subies.

La fin de l'alinéa devrait donc être rédigée comme suit : "... notamment les articles 4 et 7, les articles 18 et 26, modifiés par l'arrêté royal du 3 août 1977, l'article 27, l'article 34, modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1983, et l'article 39, modifié par les arrêtés royaux du 3 août 1977 et du 12 juin 1984;".

Dans la formule de proposition, conformément à l'usage, il convient d'omettre la mention des compétences que l'actuel Ministre des Communications détient en matière de postes, télégraphes et téléphones.

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 1er.

L'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, est abrogé".

.../...

Article 2.

Dans le liminaire, les mots "l'article suivant" doivent être remplacés par les mots "la disposition suivante".

La même observation vaut pour le liminaire de l'article 3.

Dans le texte français de l'article 7 en projet, aux alinéas 1er et 2, le chiffre "2" doit être remplacé par le mot "deux".

A l'alinéa 1er, les tirets utilisés pour l'énumération des deux types de frein devraient être remplacés par 1° et 2°.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'alinéa 5 pourrait être rédigé comme suit :

"La décélération doit être conforme au rapport entre l'intégrale de la décélération calculée entre les vitesses de 40 km/h et de 10 km/h, et le temps nécessaire pour cette décélération".

A l'alinéa 6, dans le texte français, il serait préférable de remplacer les mots "est prévu afin de" par "doit pouvoir".

Au même alinéa, il y aurait lieu d'écrire, dans le texte néerlandais, "lichamelijk" au lieu de "fysisch".

A l'alinéa 7, dans le texte français, il convient d'écrire, comme dans le texte néerlandais, "mis en exploitation" au lieu de "remis en exploitation".

.../...

En outre, l'expression "par des agents du service de contrôle gouvernemental", employée au même alinéa 7, vise, en fait, l'administration des transports. L'expression utilisée devrait, dès lors, être remplacée par les mots "par l'administration des transports".

Article 3.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er de l'article 9 en projet :

"Les véhicules portent à l'avant et à l'arrière une inscription indiquant :

- soit le numéro ou la lettre caractéristique de la ligne desservie, d'une hauteur de 15 cm au moins, et les points principaux de l'itinéraire suivi, en lettres d'une hauteur de 5 cm au moins;

- soit le numéro ou la lettre caractéristique de la ligne desservie, d'une hauteur de 15 cm au moins, complété par le nom du lieu de destination, en lettres d'une hauteur de 5 cm au moins".

En ce qui concerne l'alinéa 2, premier tiret, il n'est pas d'usage d'insérer une phrase à l'intérieur d'une division d'alinéa, car ce procédé crée des difficultés de référence.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 :

"Les véhicules portent latéralement une inscription indiquant :

.../...

- soit le numéro ou la lettre caractéristique de la ligne desservie, d'une hauteur de 5 cm au moins, complété par le nom du lieu de destination, en lettres d'une hauteur de 3 cm au moins, sauf si la direction est indiquée aux arrêts,

- soit le numéro ou la lettre caractéristique de la ligne desservie, d'une hauteur de 5 cm au moins, complété par le nom du lieu de destination, en lettres d'une hauteur de 3 cm au moins".

L'alinéa 3 pourrait être rédigé comme suit :

"Pour les véhicules circulant en exploitation métro, une inscription à l'avant, indiquant la destination en lettres d'une hauteur de 5 cm au moins, suffit".

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.

L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 août 1977, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 18.-

L'article 7, alinéa 6, l'article 8, alinéa 4, les articles 9, 10, 11 et 12, l'article 13, alinéa 2, et l'article 14 ne sont pas applicables aux véhicules qui ne sont pas affectés au transport de voyageurs.

.../...

Pour les véhicules visés à l'alinéa 1er, et par dérogation à l'article 7, alinéa 3, une décélération moyenne de 1,2 m/s2 est suffisante.

Pour ces mêmes véhicules, et par dérogation à l'article 15, un feu de position blanc à l'avant, un feu de position rouge à l'arrière et un indicateur de direction sur chaque face latérale, suffisent".

Article 5.

La division de l'article 26 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 en 1°, 2°, 3°, alors qu'il ne s'agit pas d'une énumération, n'est pas conforme à l'usage. Celui-ci recommanderait d'utiliser des paragraphes numérotés. Il est donc suggéré de saisir l'occasion du présent projet pour remplacer tout l'article 26 afin d'en renuméroter correctement les différentes parties.

Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

L'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 août 1977, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 26.- § 1er. (comme au 1°).
§ 2. (comme au 2°, en deux alinéas).
§ 3. (comme au 3°).
§ 4. (comme au 4°).

.../...

§ 5. Le personnel ne peut fumer dans les stations de métro ou de pré-métro, ni dans un véhicule, même si celui-ci est à l'arrêt ou en stationnement" (1).

Article 6.

En ce qui concerne sa division, l'article 27 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 que l'article tend à modifier, appelle la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 26 en projet.

Le texte suivant est proposé :

"Article 6.-

L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 27. § 1er à § 9 (comme aux 1° à 9°).

§ 10. (comme au 10° en projet)".

.../...

---

(1) L'interdiction faite au personnel de fumer dans un véhicule coïncide en partie, pour la région de langue française, avec l'interdiction formulée en termes plus généraux par l'article 5 du décret du Conseil de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme. Le conflit de compétence qui résulte de ce concours de normes ayant le même objet demeure théorique à l'heure actuelle car, d'une part, les deux dispositions en présence tendent aux mêmes fins dans la mesure où elles ont le même champ d'application et, d'autre part, l'article 5 du décret n'est assorti d'aucune sanction pénale. Sans qu'il soit nécessaire d'examiner dans quelle mesure la compétence de la Communauté française se justifie par rapport aux objets du décret du 2 décembre 1982, qui est issu d'une proposition non soumise à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, il suffit de constater que le Roi est certainement compétent pour décider, à titre de mesure de police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, l'interdiction portée par le projet

Article 7.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

Dans l'article 34, 7°, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1983, les mots "dans le véhicule" sont supprimés dans le texte français".

Article 8.

L'article 39 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, modifié par les arrêtés royaux du 3 août 1977 et du 12 juin 1984, appelle la même observation que celle qui a été faite à propos des articles 26 et 27 en projet.

Il est donc proposé d'écrire :

"Article 8.

L'article 39 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 3 août 1977 et du 12 juin 1984, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39.- § 1er. L'article 4, alinéa 4, entre en vigueur le 1er janvier 1986.

§ 2. L'article 7, alinéas 3 à 6, l'article 9, alinéa 2, l'article 12, alinéas 2 et 3, l'article 14, alinéas 1er et 3, et l'article 15, alinéa 1er, 1°, ne sont pas applicables aux véhicules construits avant 1954.

.../...

§ 3. (comme au 3°) (1).

§ 4. (comme au 4°) (2).

§ 5. (comme au 5°) (1).

§ 6. (comme au 6°) (1)".

Article 9.

Cet article exécutoire appelle la même observation que la formule de proposition.

---

(1) Sauf à remplacer, par souci de concordance de terminologie, les mots "d'application" par le mot "applicable(s)".

(2) Sauf à supprimer la lettre a, puisque le b a été abrogé par l'arrêté royal du 12 juin 1984.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Met uitzondering van de artikelen 1,3 en 8, 1°, die nieuw zijn, neemt het ontwerp de tekst over van het ontwerp dat de Raad van State, afdeling wetgeving, heeft onderzocht onder het nr. L. 16.050/2, en waarover hij op 29 mei 1984 een advies heeft uitgebracht.

In zijn brief van 24 mei 1985 verklaart de Minister van Verkeerswezen dit advies niet te hebben ontvangen.

Uit de ter griffie van de afdeling wetgeving liggende documenten blijkt dat de Minister op 6 juli 1984 ervan in kennis is gesteld dat het advies te zijner beschikking lag, en dat het op 11 juli 1984 door een ambtenaar is afgehaald.

Niettemin leek het uit een praktisch oogpunt verkieslijk de in het voornoemde advies L. 16.050/2 geformuleerde opmerkingen in het huidige advies over te nemen, naast de opmerkingen waartoe de nieuwe bepalingen aanleiding geven.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Derde lid.

Het gebruik wil dat alle in een tekst aangebrachte wijzigingen die nog van kracht zijn, in de aanhef worden vermeld.

.../...

De wetten van 28 juni en 29 juni 1984 hebben de in het derde lid van de aanhef bedoelde besluitwet van 30 december 1946 gewijzigd. Dit derde lid zou dan ook als volgt geredigeerd moeten worden :

"Gelet op de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, gewijzigd bij de wet van 29 juni 1984, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967, 23 juni 1969 en 28 juni 1984;".

Vierde lid (nieuw).

Artikel 6 van het ontwerp strekt ertoe artikel 27 van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar aan te vullen met een bepaling aangaande de politie over het wegverkeer van de middelen van vervoer per spoor die de openbare weg gebruiken.

Een zodanige bepaling vindt geen rechtsgrond meer in artikel 7 van de wet van 9 juli 1875 op de tramwegen; dit laatste artikel, in zover het op de politie van het vervoer en van het wegverkeer van toepassing was, is immers opgeheven door artikel 8 van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij de wet van 15 april 1964. Aan de aanhef zou dus een nieuw vierde lid moeten worden toegevoegd, gesteld als volgt :

"Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1;".

.../...

Vijfde lid van de voorgestelde tekst (vierde lid van het ontwerp).

Het ontworpen besluit strekt tevens tot wijziging van de artikelen 4, 7 en 27 van het koninklijk besluit van 15 september 1976. Deze artikelen zouden in het vierde lid (dat het vijfde lid wordt) moeten worden aangehaald, samen met de vermelding van de erin aangebrachte wijzigingen.

Het slot van het lid zou dus als volgt moeten worden geredigeerd : " ... inzonderheid op de artikelen 4 en 7, op de artikelen 18 en 26, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, op artikel 27, op artikel 34, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1983, en op artikel 39, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 augustus 1977 en 12 juni 1984;".

In het voordrachtformulier make men, zoals gebruikelijk is, geen melding van de bevoegdheden welke de huidige Minister van Verkeerswezen inzake posterijen, telegrafie en telefonie bezit.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 1.

Artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar, wordt opgeheven".

.../...

Artikel 2.

In de inleidende volzin moeten de woorden "het volgend artikel" worden vervangen door de woorden "de volgende bepaling".

Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende volzin van artikel 3.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 7 moet het cijfer "2" in de eerste twee leden vervangen worden door het woord "deux".

In het eerste lid zouden de streepjes die gebruikt zijn voor de opsomming van de twee soorten remmen, moeten worden vervangen door 1° en 2°.

De gemachtigde ambtenaar gaat akkoord met het voorstel om het vijfde lid als volgt te stellen :

"De vertraging moet overeenstemmen met de verhouding tussen de integraal van de vertraging berekend tussen de snelheden van 40km/uur en 10km/uur en de nodige tijd voor die vertraging".

In de Franse tekst van het zesde lid zou het beter zijn de woorden "est prévu afin de" te vervangen door de woorden "doit pouvoir".

In hetzelfde lid schrijve men in de Nederlandse tekst "lichamelijk" in plaats van "fysisch".

In de Franse tekst van het zevende lid moet, overeenkomstig de Nederlandse versie, "mis en exploitation" worden geschreven, in plaats van "remis en exploitation".

Bovendien heeft de uitdrukking "door beambten van de dienst voor regeringstoezicht" die in hetzelfde zevende lid wordt gebruikt, in feite betrekking op het bestuur van het vervoer. De hier gebruikte uitdrukking zou bijgevolg moeten worden vervangen door de woorden "door het bestuur van het vervoer".

Artikel 3.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het eerste lid van het ontworpen artikel 9 :

"De voertuigen dragen voor- en achteraan een opschrift met :

- hetzij het nummer of de kenletter van de bediende lijn, ten minste 15 cm hoog, en de vermelding van de voornaamste punten van de gevolgde reisweg, in letters van ten minste 5 cm hoog.

- hetzij het nummer of de kenletter van de bediende lijn, ten minste 15 cm hoog, aangevuld met de naam van de plaats van bestemming, in letters van ten minste 5 cm hoog".

Wat betreft het tweede lid, eerste streepje, moge worden opgemerkt dat het niet gebruikelijk is een zin in een onderverdeling van een lid in te voegen; dat brengt moeilijkheden mee voor de verwijzing.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"De voertuigen dragen op de zijkant een opschrift met :

- hetzij het nummer of de kenletter van de bediende lijn, ten minste 5 cm hoog, aangevuld met de naam van de plaats van bestemming, in letters van ten minste 3 cm hoog, tenzij de richting aan de haltes is aangegeven,

- hetzij het nummer of de kenletter van de bediende lijn, ten minste 5 cm hoog, aangevuld met de naam van de plaats van bestemming, in letters van ten minste 3 cm hoog".

.../...

Het derde lid zou als volgt geredigeerd kunnen worden :

"Voor de metrovoertuigen volstaat een opschrift vooraan, dat de bestemming aangeeft in letters van ten minste 5 cm hoog".

Artikel 4.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 18. Artikel 7, zesde lid, artikel 8, vierde lid, de artikelen 9, 10, 11 en 12, artikel 13, tweede lid, en artikel 14 zijn niet van toepassing op de voertuigen die niet voor reizigersvervoer bestemd zijn.

Voor de in het eerste lid bedoelde voertuigen is, in afwijking van artikel 7, derde lid, een gemiddelde vertraging van 1,2 m/s^2 voldoende.

Voor diezelfde voertuigen volstaan, in afwijking van artikel 15, een wit standlicht vooraan, een rood achterlicht en aan elke zijde een richtingaanwijzer".

Artikel 5.

Een verdeling als die van artikel 26 van het koninklijk besluit van 15 september 1976 in 1°, 2°, 3°, ... is niet gebruikelijk; het gaat hier immers niet om een opsomming. Eerder

wordt een indeling in genummerde paragrafen aanbevolen. Men make bijgevolg van de gelegenheid gebruik om artikel 26 volledig te vervangen teneinde de verschillende delen ervan op correcte wijze te nummeren.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

Artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 26.- § 1. (zoals onder 1°).

§ 2. (zoals onder 2°, in twee leden).

§ 3. (zoals onder 3°).

§ 4. (zoals onder 4°).

§ 5. Het personeel mag niet roken in de stations van de metro of van de pre-metro, noch in een voertuig, zelfs wanneer dit stilstaat of parkeert" (1).

.../...

---

(1) Het aan het personeel opgelegde verbod om in een voertuig te roken valt, wat het Frans taalgebied betreft, gedeeltelijk samen met het in meer algemene bewoordingen gestelde verbod van artikel 5 van het decreet van de Franse gemeenschapsraad van 2 december 1982 betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging. Het bevoegdheidsconflict dat voortvloeit uit dat samengaan van normen met dezelfde strekking blijft tot nog toe van louter theoretische aard, enerzijds omdat de twee bepalingen waarover het gaat, beide hetzelfde doel nastreven in de mate dat zij dezelfde toepassingssfeer hebben, en anderzijds omdat aan artikel 5 van het decreet geen enkele strafrechtelijke sanctie verbonden is. Zonder dat onderzocht behoeft te worden in welke mate de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap verantwoord is ten opzichte van de doeleinden van het decreet van 2 december 1982, welk decreet ontstaan is uit een voorstel dat niet voor advies werd voorgelegd aan de Raad van State, afdeling wetgeving, kan worden volstaan met de vaststelling dat de Koning stellig bevoegd is om het in het ontwerp vervatte verbod op te leggen als maatregel van politie inzake personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar.

Artikel 6.

Ten aanzien van de verdeling van artikel 27 van het koninklijk besluit van 15 september 1976, hetwelk dit artikel bedoelt te wijzigen, geldt dezelfde opmerking als die welke in verband met artikel 26 werd gemaakt.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 6.-

Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 27. § 1 tot § 9 (zoals onder 1° tot 9°).

§ 10. ... (zoals het ontworpen 10°)".

Artikel 7.

Het artikel zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 7.-

In artikel 34, 7°, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1983, worden in de Franse tekst de woorden "dans le véhicule" geschrapt".

Artikel 8.

Voor artikel 39 van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 augustus 1977 en 12 juni 1984, geldt dezelfde opmerking als die welke in verband met de ontworpen artikelen 26 en 27 werd gemaakt.

Bijgevolg wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 8.-

Artikel 39 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 augustus 1977 en 12 juni 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 39. § 1. Artikel 4, vierde lid, treedt in werking op 1 januari 1986.

§ 2. Artikel 7, derde tot zesde lid, artikel 9, tweede lid, artikel 12, tweede en derde lid, artikel 14, eerste en derde lid, en artikel 15, eerste lid, 1°, zijn niet van toepassing op de voertuigen gebouwd vóór 1954".

§ 3. (zoals onder 3°) (1).

§ 4. (zoals onder 4°) (2).

§ 5. (zoals onder 5°) (1).

§ 6. (zoals onder 6°) (1)".

Artikel 9.

Ten aanzien van dit uitvoeringsartikel geldt dezelfde opmerking als voor het voordrachtformulier.

---

(1) Ter wille van de eenvormigheid van de terminologie vervange men evenwel in de Franse tekst de woorden "d'application" door het woord "applicable(s)".

(2) Men schrappe evenwel de letter "a", vermits de tekst onder b is opgeheven bij het koninklijk besluit van 12 juni 1984.

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. Ch. HUBERLANT.